



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

sida

Question au Gouvernement n° 1730

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE SIDA

M. le président. La parole est à Mme Chantal Bourragué, pour le groupe UMP.

Mme Chantal Bourragué. Ma question s'adresse à M. le ministre des solidarités, de la santé et de la famille. Monsieur le ministre, le sida, avec, en 2004, plus de trois millions de morts et près de quarante millions de personnes touchées dans le monde, est un fléau toujours plus ravageur. Parmi ses victimes, la proportion de femmes et d'enfants augmente de façon dramatique. En France, les chiffres de l'Institut national de veille sanitaire ont été rendus publics vendredi dernier. Le constat est extrêmement préoccupant : l'épidémie de sida ne recule toujours pas. En 2003, 6 000 nouvelles victimes de ce terrible fléau ont été recensées. Les régions Île-de-France et Aquitaine sont parmi les plus touchées. Un tiers de ces nouveaux cas correspond à des contaminations datant de moins de six mois. La France, aujourd'hui, compte près de 100 000 personnes séropositives, et, dans la plupart des cas, elles ne savent pas qu'elles sont contaminées. Nos actions doivent se concentrer sur la prévention, mais aussi sur l'accompagnement des personnes qui vivent au quotidien avec la maladie.

Ce mercredi 1er décembre est la Journée mondiale contre le sida. Je tiens à saluer le travail formidable fourni par les associations et le corps médical. Ils nous rappellent, chaque jour, que lutter contre la maladie, c'est aussi se battre contre sa banalisation et contre les discriminations qu'elle engendre.

Le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, a déclaré la lutte contre le sida, " grande cause nationale pour 2005 ". Monsieur le ministre, vous avez annoncé, dans cette perspective, un nouveau programme de lutte contre le VIH, de 2005 à 2008. Pouvez-vous nous présenter son contenu et ses objectifs ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités, de la santé et de la famille.

M. Philippe Douste-Blazy, ministre des solidarités, de la santé et de la famille. Madame la députée, l'épidémie du sida a commencé il y a vingt ans. Et jamais l'humanité n'avait été confrontée à une épidémie comme celle-là. Nous savons qu'aujourd'hui il y a quarante millions de personnes séropositives sur la planète, et les chiffres d'ONUSIDA indiquent qu'il y aura soixante-huit millions de morts dans les vingt ans qui viennent. C'est donc un phénomène planétaire qui est unique.

Il faut y faire face au niveau français, et au niveau international.

En France, on compte 6 000 séropositifs de plus chaque année. Il y a des signes encourageants - et je parle en accord avec M. Lefort, président, à l'Assemblée nationale, du groupe d'études sur le sida - : les chiffres ont chuté chez les héroïnomanes, parce que nous avons tous mené des politiques de réduction des risques. En revanche, il y a des signes inquiétants : pour la première fois depuis cinq ou six ans, il n'y a plus de prévention véritable dans la population homosexuelle, mais une résurgence des comportements à risque. En conséquence, 22 % des nouveaux diagnostics proviennent de la communauté homosexuelle. Autre signe très préoccupant : 50 % des femmes séropositives sont originaires d'Afrique sub-saharienne, et on n'arrive pas véritablement à les suivre. Enfin - vous en avez parlé -, il y a les disparités régionales : 50 % des nouveaux cas sont situés à Paris, en Île-de-France, et également en Aquitaine, et 8 % aux Antilles et en Guyane. Ce sont des sujets de préoccupation terriblement importants pour nous parce que nous n'arrivons pas véritablement à endiguer ce phénomène.

Maintenant, mesdames, messieurs les députés, il ne servirait à rien d'en parler, lors de la Journée mondiale contre le sida, si on ne rappelait pas que nous avons une obligation : celle de payer au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme les 150 millions d'euros que le Président de la République a décidé de lui donner. Nous sommes ainsi le premier contributeur mondial par habitant. Et j'espère que les États-Unis, qui versent l'équivalent de 200 millions d'euros, continueront à être un contributeur important.

Je termine en soulignant que rien n'est possible s'il n'y a pas, en Afrique, de génériques, ni de gratuité des traitements et de la distribution. Tout cela n'a plus de sens si nous sommes égoïstes au point de ne pas comprendre que, non seulement, il ne faut pas laisser mourir les gens en Afrique ou en Asie, mais aussi que plus il y aura de malades là-bas, plus il y en aura également dans les pays du Nord. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur divers bancs.)*

M. le président. Le sida nous concerne tous. Et la lutte contre le sida a été reconnue grande cause nationale pour 2005. L'Assemblée nationale tout entière est heureuse de cette décision. *(Applaudissements sur tous les bancs.)*

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Bourragué](#)

Circonscription : Gironde (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1730

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : solidarités, santé et famille

Ministère attributaire : solidarités, santé et famille

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 décembre 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 2 décembre 2004